

Pompidou : une amitié délitée

Hervé Gaymard

La relation entre André Malraux et Georges Pompidou, son cadet de dix ans, est une belle histoire d'amitié, qui se termine mal : la politique et ses malentendus éloignent souvent ceux qui s'aiment. Ils se croisent pour la première fois au cabinet du général de Gaulle, chef du gouvernement provisoire, que Pompidou a rejoint le 1^{er} octobre 1944, un an avant Malraux, nommé ministre de l'Information à partir de novembre 1945. De Gaulle rapproche ses deux collaborateurs d'élection, en partageant ses égards, comme cette invitation à un dîner privé avec Léon Blum. J'ai toujours pensé que Malraux et Pompidou seront, après la guerre, les deux tuteurs invisibles du général de Gaulle, à qui Leclerc et Jean Moulin manquent terriblement pour la poursuite de son œuvre. Il existe en effet un triangle De Gaulle-Malraux-Pompidou, trop éclipsé par la relation singulière entre le Général et « l'ami fervent des hautes destinées », et l'exceptionnelle trajectoire du couple De Gaulle-Pompidou. Il est significatif que les seuls destinataires du premier jet des *Mémoires de guerre* soient Malraux et Pompidou, convoqués ensemble pour faire leurs commentaires.

Ils se retrouvent à partir d'avril 1947 dans l'aventure du Rassemblement du peuple français (RPF), même si, comme le note Pompidou : « On le voyait peu, et ce n'est pas alors que j'eus la possibilité de gagner l'amitié de ce grand esprit. » Un véritable lien unit bientôt les deux couples, qui se voient fréquemment. Ils font

Hervé Gaymard, ancien ministre, est membre de l'Institut, président de la Fondation Charles-de-Gaulle. À paraître : *Dictionnaire amoureux d'André Malraux* (Plon, 2026).

beaucoup de voyages ensemble, Venise, le Pays basque... André parle d'art (« Il s'est retiré sous sa tente avec ses cartes postales », raille alors François Mauriac) et Madeleine, sa femme, interprète Bartok, Debussy, et Messiaen au piano. Georges Pompidou note dans un de ses carnets de février 1951 un dîner chez Malraux avec Fautrier, une conversation sur Delacroix et Manet en novembre 1955. C'est donc essentiellement dans l'ordre privé que leur amitié grandit. À René Brouillet, Georges Pompidou évoque « l'ami André ». Le 27 décembre 1949, il écrit à André Malraux : « 1949 sera pour moi une année qui compte puisqu'elle m'aura permis de mieux connaître André Malraux et peut-être de pouvoir me dire son ami. » Et dans une lettre du 22 décembre 1954 : « Et pourtant notre combat (1) devrait être dépouillé de toute médiocrité, à mesure qu'il devient désespérant. Mais cela veut surtout dire que notre amitié m'est chaque jour plus nécessaire. Elle est ma fierté et mon réconfort. » André Malraux n'est pas en reste. Il lui écrit le 24 septembre 1957 : « Mon Cher Ami, Merci de votre lettre. Nous avons, les uns et les autres, besoin de travailler dans une certaine fraternité, et je me méfie de l'histoire qui se fait sans elle. Ce qu'il me reste aujourd'hui de la brigade Alsace-Lorraine, c'est, je crois, le souvenir de quelques amitiés qui en avaient pris la couleur. Il y en a ici aussi quelques-unes, et je suis heureux de la nôtre. »

Leur correspondance témoigne de leur admiration réciproque. Ainsi, toujours dans cette lettre de Pompidou du 27 décembre 1949 : « Quand on a conscience – comme je l'ai – et de ses possibilités et de ses limites, et qu'en l'absence de tout d'un créateur, on tient en réserve d'innombrables capacités d'admiration, que souhaiter sinon avoir quelqu'un à admirer ? Or ma chance m'a permis, à travers de faux grands hommes, d'en approcher au moins deux. Vous devinez l'un, vous êtes l'autre, et je voudrais vous remercier de la joie que vous m'avez donnée en me permettant de découvrir l'homme après l'auteur, et votre grandeur humaine égale à celle d'une œuvre dont j'espère qu'elle est loin d'être achevée. » Il note dans un de ses carnets, en décembre 1952 : « Je suis devenu une des plus fortes têtes politiques. Mais j'en ai marre. Je me console le samedi par une visite de deux heures et demie à Malraux. » En 1955, Georges Pompidou publie, dans les Classiques illustrés Vaubourdolle, des *Pages choisies* des romans d'André Malraux. Le livre est signé Georges Pompidou, mais en réalité c'est son épouse, Claude, qui a sélectionné les extraits. De seulement quelques pages, la présentation est d'une grande subtilité, et témoigne d'une profonde connaissance de l'œuvre :

« Romans de situations plus que d'intrigues, où les êtres se trahissent dans l'action ou par leurs réactions plus qu'ils ne sont analysés dans leurs états d'âme. [...] Ce style n'a la cadence ni du tir au fusil, soigneusement ajusté, ni du tir au canon, qui encadre mathématiquement l'objectif avant de l'écraser. C'est le rythme de la mitrailleuse, par rafales où tant de balles paraissent perdues qui s'expliquent et se justifient par celle qui foudroie. » Il estime qu'on n'en a pas fini avec Malraux, lequel ne s'est pas retiré sur son Aventin familial, avec la méditation sur l'art pour refuge : « Intelligence suraiguë, culture littéraire et artistique sans égale, don évident de la parole, passion de l'honneur, de l'action, de la camaraderie. Tout est là pour nous permettre d'affirmer que la vie de Malraux n'a pas fini d'étonner... » En 1961, dans un entretien imaginaire sur les dix livres les plus importants qu'il faut lire, Georges Pompidou cite *Les Noyers de l'Altenburg* et *La Voie royale*. Très élogieux, Malraux est moins disert. En 1965, il dit à son propos : « Pour de Gaulle, Pompidou c'est Berthier. Napoléon c'est Berthier : toutes les batailles se gagnent. C'est Berthier, c'est-à-dire le technicien complémentaire d'un stratège inspiré. L'homme qui ne se laisse pas rouler dans les additions, qui ne s'en laisse pas conter, qui, au milieu des faux bruits, reste invulnérable, sait exactement où se trouvent les voltigeurs, les lanciers et la 14^e brigade. » En 1967, le seul destinataire du premier jeu d'épreuves des *Antimémoires* est Georges Pompidou.

Avec le retour au pouvoir du général de Gaulle en 1958, ils participent l'un et l'autre à l'édification de la V^e République. Pompidou, comme directeur de cabinet du dernier président du Conseil de la IV^e République, en fait vice-Premier ministre, suit de près l'élaboration de la nouvelle Constitution, et la courageuse et salvatrice réforme économique et monétaire. Malraux siège bien sûr au gouvernement, redevenu ministre chargé de la Radio, de la Télévision et de la Presse pour quelques semaines : après des déclarations jugées maladroites sur l'Algérie, Pompidou lui trouve une nouvelle affectation, en l'inventant « ministre délégué auprès du président du Conseil, chargé de l'expansion et du rayonnement de la culture française » du 7 juillet 1958 au 7 janvier 1959. Dans le premier gouvernement de la V^e République, Malraux se serait bien vu à Matignon, au Quai d'Orsay ou Place Beauvau. Las ! Il sera d'abord ministre d'État « chargé des Affaires culturelles » pendant dix ans. Il ne s'imaginait pas créateur de ministère, et pourtant, malgré son peu d'appétence à administrer et les tourments personnels qui l'assaillent à partir de 1961, il demeure encore aujourd'hui *le* ministre de la Culture de référence.

Sa tâche ne fut pas facile : Michel Debré, Premier ministre de janvier 1959 à avril 1962, était contre la création de ce ministère que de Gaulle a imposé, il estime qu'« une politique culturelle est une formule trop ambitieuse pour un ministre, et même pour l'État ». Pompidou, nommé à son corps défendant au tout nouveau Conseil constitutionnel, joue le rôle d'intercesseur de Malraux auprès du Général, pour imposer à Matignon la consolidation administrative et budgétaire du nouveau ministère. Et quand il est appelé à Matignon en avril 1962, Georges Pompidou le soutient continûment, notamment dans les arbitrages budgétaires. Il est parfois agacé par son ami ministre, qui l'est si peu au sens classique du terme : « Comment faire si un ministre n'est pas présent à son bureau de toute la matinée ? » s'emporte-t-il. Il sera irrité par le traitement de certaines affaires sensibles, comme *Les Paravents* de Jean Genet, l'interdiction de *La Religieuse*, de Jacques Rivette, ou la gestion de l'affaire de la Cinémathèque d'Henri Langlois. Mais on peut y opposer cette belle lettre du 21 janvier 1966 : « Il me paraît nécessaire que le ministre d'État chargé des Affaires culturelles ait voix au chapitre dans toutes les affaires d'ordre intérieur ou extérieur, mettant en cause des intérêts culturels importants. » Georges Pompidou assurera même l'intérim de Malraux à deux reprises. De juillet à août 1965, pendant son incroyable voyage en Asie. Puis en 1966, à cause de sa santé défaillante.

Rien d'étonnant à cette complicité : ils sont l'un et l'autre, à leur manière, des hommes de l'art. Deux remarques de Pompidou pourraient être attribuées à Malraux : « Si l'art contemporain me touche, c'est à cause de sa recherche crispée et fascinante du nouveau et de l'inconnu », ou « Il n'y a pas de culture sans remise en cause des idées reçues ». Ils se rendront ensemble dans l'atelier de Pierre Soulages pour choisir le tableau qui sera accroché dans son bureau à Matignon. Leur dilection commune ne se limite pas bien sûr à la seule littérature. Elle englobe la peinture, le théâtre, le cinéma, la sculpture, ainsi que la fascination pour les artistes et leur vertige créateur, là où de Gaulle réservait sans doute son admiration à ses « chers maîtres », plus classiques. « Malraux me dit que c'est beau », confiera-t-il un jour, en acceptant avec un mélange de curiosité et de fatalisme le goût de Malraux pour la création contemporaine, au point de faire sans doute semblant d'apprécier la célébration d'un oratorio de Messiaen à la cathédrale de Chartres, en 1966. Pompidou et son ministre seront en plein accord dans leur désir de donner des responsabilités aux artistes, Balthus à la Villa Médicis, le couple Renaud-Barrault à l'Odéon, ou Albert Camus. L'auteur de *L'Étran-*

ger trouvera la mort en se rendant à un rendez-vous au cours duquel Malraux devait lui proposer le poste d'administrateur d'un « théâtre d'essai » parisien. Ensemble, avec le soutien décisif du chef de l'État, ils auront édifié une politique culturelle ambitieuse et durable, fondée sur le rayonnement de la culture française, une commande publique audacieuse, une politique du patrimoine visible, comme le « blanchiment » de Paris et la création des secteurs sauvegardés, le soutien à tous les arts et les artistes, ainsi que la volonté de rendre la culture accessible à tous. Dans l'intimité, leur complicité ne se dément pas. Après l'attentat de l'OAS qui vise Malraux à son domicile de Boulogne-Billancourt en février 1962, Pompidou lui affecte sa résidence de fonction de La Lanterne, dans le parc du château de Versailles. Il y emménage au cours de l'été 1962, et y résidera jusqu'à son départ du gouvernement, en 1969.

Cette belle et féconde amitié va pourtant bientôt se lézarder. À partir de la mort accidentelle de ses deux fils au printemps 1961, Malraux n'est plus lui-même, malgré sa ténacité à vouloir donner le change. Son entourage en souffre, injustement, et notamment Madeleine, avec laquelle il se comporte de plus en plus mal. Le couple Pompidou ne peut l'admettre. À ce drame, s'ajoutent des raisons d'ordre politique. La politique détruit souvent les amitiés. Les silences aussi. Dans le sourd malentendu qui s'installe entre Georges Pompidou et le général de Gaulle après l'épreuve pourtant surmontée de mai 1968, Malraux est fidèle à l'homme du 18 Juin, bien sûr. Lors du dernier déjeuner du gouvernement Pompidou en juillet 1968, il porte ce toast célèbre : « Monsieur le député du Cantal, je bois à votre destin. » Le subtil commentaire d'Olivier Guichard éclaire tout : « On prit pour un encouragement ce qui était un adieu. »

Malraux n'apprécie pas les déclarations de Rome, puis de Genève, par lesquelles le « député du Cantal » se pose en successeur du Connétable de France. Pour lui, la question de la succession de De Gaulle constituait un crime de lèse-majesté. Il presse donc Pompidou de déclarer qu'il ne se présenterait pas à l'élection présidentielle si le résultat du référendum d'avril 1969 était négatif. Ce qu'il refuse, bien sûr, et à juste titre. Le 23 avril 1969 au Palais des sports, lors de la grande réunion publique de soutien au Général, dans son discours, Malraux assène, en regardant Pompidou, assis au premier rang : « Il est grand temps de comprendre qu'il n'y a pas d'après-gaullisme contre le général de Gaulle. Et que par le vote de dimanche comme par tous les autres, on peut fonder un après-gaullisme sur la victoire du gaullisme, mais qu'on ne pourrait en fonder aucun sur

la défaite du gaullisme. » Selon Jean-Raymond Tournoux, le chroniqueur inspiré de ces années-là, Pompidou donne le signal des applaudissements après la première phrase. Et n'applaudit pas à la seconde.

Sans le général de Gaulle, André Malraux ne peut imaginer demeurer au gouvernement. Il semble que le nouveau président lui ait proposé de rester, mais rien n'est sûr. Son successeur, le grand Edmond Michelet, qui mourra l'année suivante dans ce tragique automne 1970 entre François Mauriac et le général de Gaulle, aura ce bon mot : « Après Pindare, François Coppée ! » Malraux se remet à l'écriture, avec *Les Chênes qu'on abat...* À leur publication en 1971, Pompidou en dit pis que pendre en privé, affirmant lui préférer *Un autre de Gaulle* de Claude Mauriac. L'écrivain n'a pas apprécié le limogeage de son ami Chaban-Delmas l'année suivante. Il refuse une invitation à déjeuner à l'Élysée. Et lors de l'inauguration de la Croix de Lorraine de Colombey-les-Deux-Églises le 18 juin 1972, on voit, sur les images des actualités, le président, après son époustoufflant discours prononcé sans une note, tendre la main à son ancien ministre, qui la saisit distraitemment. Jusqu'à sa mort courageuse, une sombre journée d'avril 1974, Malraux ne reverra plus Pompidou, tandis que leur dernière conversation remonte à 1969. Quelle tristesse.

1. Pour le retour du général de Gaulle au pouvoir après les revers électoraux du RPF entre 1947 et 1953.